

dent des États-Unis, nous avons eu des entretiens avec nos homologues américains à la suite d'une négociation approfondie relative à nos politiques pétrolières et énergétiques. L'expression politique pétrolière continentale signifie différentes choses, selon les gens. Je ne saurais dire exactement ce qu'elle signifie pour mon honorable ami, mais nous avons étudié à fond une maximalisation de l'exportation de notre pétrole sur le marché américain. C'est là l'objet de nos entretiens et la position du Canada à cet égard.

**M. Woolliams:** Je remercie le ministre de sa déclaration et je souhaite qu'il réussisse. J'aimerais faire suite à la question supplémentaire que j'avais adressée au premier ministre. S'agit-il là de la politique du gouvernement et y a-t-il eu des pourparlers avec les États-Unis au sujet de l'exportation du pétrole brut et du gaz naturel. La discussion aurait-elle aussi porté sur l'exportation de nos eaux, c'est-à-dire de l'eau de nos rivières, et d'autres ressources?

**L'hon. M. Greene:** Il n'y a eu aucune discussion au sujet de l'exportation d'eau, monsieur l'Orateur.

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Hier j'avais posé au premier ministre une question qui a été transmise au ministre. Je vais donc adresser au ministre cette importante question: en ce qui concerne les exportations de gaz naturel, le pouvoir de décision appartient-il uniquement aux provinces ou le gouvernement fédéral s'intéresse-t-il à l'octroi des permis d'exportation de gaz naturel dans le but de relever le plafond des importations de pétrole canadien aux États-Unis?

**L'hon. M. Greene:** Monsieur l'Orateur, les exportations de gaz naturel sont sous le contrôle et la juridiction de l'Office national de l'énergie. Dans nos échanges de vues avec les États-Unis, nous n'avons pas examiné—et il me semble que nous ne devrions pas le faire—la question d'un recours au gaz comme d'une arme qui servirait à conquérir de nouveaux débouchés pour le pétrole. Nous avons discuté de l'ensemble de nos politiques respectives sur l'énergie, ce qui inclut le gaz, le pétrole, le charbon et tout l'arsenal énergétique. Nous sommes disposés à discuter tous ces points avec nos amis des États-Unis dans l'intérêt bien compris de nos producteurs et de notre population en général.

**M. Max Saltsman (Waterloo):** J'ai une question supplémentaire sur le prix du gaz naturel. D'après les rumeurs, la demande des

[L'hon. M. Greene.]

États-Unis pourrait faire monter le prix du gaz naturel au Canada. Le ministre songe-t-il à une politique de deux prix pour le gaz naturel afin de maintenir au Canada un prix privilégié?

**L'hon. M. Greene:** Nous n'avons pas envisagé une telle politique, monsieur l'Orateur. Je doute fort qu'on puisse concevoir une industrie efficace, capable de soutenir la concurrence sur le marché américain et le nôtre, avec un régime de deux prix, mais nous allons certainement étudier la suggestion du député.

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Et les automobiles?

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

### LE LIVRE BLANC

**M. Andrew Brewin (Greenwood):** Ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le discours du trône mentionnait que seraient déposés des livres blancs dont l'ensemble s'intègre à la révision globale des politiques gouvernementales sur certains sujets, dont les affaires extérieures et la défense. Le livre blanc sur les affaires extérieures est-il en voie de préparation et quand sera-t-il déposé à la Chambre?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Oui, monsieur l'Orateur. Nous n'avons pas encore décidé s'il y aura plus d'un livre blanc; je crois qu'il y en aura plusieurs.

## LA CONSOMMATION

### LA MAJORATION DES PRIX DU CONTRE-PLAQUÉ

**M. J. G. Lind (Middlesex):** Ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations. Sait-il qu'il se produit dans l'industrie du contre-plaqué un changement qui fera monter le coût de l'habitation au Canada? En effet, les fabricants de contre-plaqué de sapin majorent leurs prix de 5 à 10 p. 100 pour le contre-plaqué de revêtement et le contre-plaqué à surface finie. Le ministre ferait-il enquêter sur cette hausse exorbitante par son ministère?

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations):** Je n'ai pas entendu cette nouvelle. Je comprends que le député s'inquiète vivement du prix du contre-plaqué, ce dont il m'a fait part à maintes reprises, et je veillerai à ce que mes fonctionnaires examinent le sujet.